

Quelles productions animales *En Afrique sub-saharienne dans une génération ?*

Georges TACHER et Léon LETENNEUR



AUTEURS : Georges TACHER, ancien Directeur du CIRAD-EMVT
Léon LETENNEUR, Chargé de mission, CIRAD-EMVT

RÉALISATION : Martine ENJAME, Assistante, CIRAD-EMVT

On trouvera dans le rapport intitulé : " Etude sur la compétitivité des filières de productions animales en Afrique sub-saharienne et à Madagascar - Phase 1" CIRAD-EMVT- Secrétariat d'Etat à la Coopération – 313 p. et Annexes - novembre 1997 -, tous les développements étayant les affirmations énoncées dans ces quelques lignes.

Tous droits de traduction, de reproduction par tous procédés,
de diffusion et de cession réservés pour tous

1 - LE DIAGNOSTIC

1.1. MÉTHODES D'APPROCHE

Comment les filières de productions animales, en Afrique sub-saharienne (ASS), ont-elles répondu à l'évolution de la demande au cours des trente dernières années ? Quelle est leur capacité d'adaptation à la révolution alimentaire en cours et à venir dans les pays en développement ? Quelle politique mettre en œuvre pour que les productions animales, en Afrique sub-saharienne, contribuent efficacement au mieux être des pauvres, à l'arrêt de la dégradation du niveau nutritionnel de ses habitants puis à son amélioration progressive ?

Telles sont les principales questions auxquelles les auteurs de la première phase de l'étude sur la compétitivité des filières en Afrique sub-saharienne¹ ont essayé de répondre en se basant sur les nombreuses études existantes et sur leur expérience personnelle de l'élevage dans cette importante région mais aussi sur d'autres continents.

Les productions animales se sont fortement développées en Afrique sub-saharienne au cours des trois dernières décennies : les productions de viande ont été multipliées par 2 (3,5 millions de tonnes en 1964 et 7,1 millions de tonnes en 1994) et celles de lait par 1,8, (9 et 16,5 millions de tonnes). Cependant, la consommation totale de viande a été multipliée par près de 3 entre 1964 et 1994 et celle de lait par 2. D'une position exportatrice de plus de 400 millions de dollars US en 1974, l'Afrique sub-saharienne a dû importer près 500 millions de dollars US courants, de viande et de produits laitiers en 1994.

Dans le même temps, les consommations de viandes par habitant (12,7 kg/hab/an en 1994) ont baissé de 8% et celles de laits de 22% (32,2 kg/hab/an en 1994). En conséquence, l'apport en protéines animales en Afrique sub-saharienne reste très faible (moins de 10g par habitant et par jour contre 60g en Europe et 65g aux USA) et n'a cessé de se dégrader. Les populations de l'Afrique sub-saharienne consomment 5,2 fois moins de viande et 6,5 fois de lait que celles de l'Europe.

Ce constat préoccupant a conduit à essayer de prévoir ce que pourraient devenir les productions animales en ASS d'ici une génération, c'est à dire en 2020.



¹ On trouvera dans le rapport intitulé: "Etude sur la compétitivité des filières de productions animales en Afrique sub-saharienne et à Madagascar – Phase 1" CIRAD-EMVT – 313 p. et annexes – Novembre 1997 – tous les développements étayant les affirmations énoncées dans ces quelques lignes.



La méthodologie retenue pour cette étude a été basée sur une approche filière. Elle a eu l'avantage de favoriser l'identification des forces et faiblesses économiques ou organisationnelles des filières ainsi que l'émergence de propositions relatives à leurs structures, leurs fonctionnements et à leurs dynamiques en prenant en compte la diversité des nombreux acteurs.

Cette approche s'est toutefois révélée d'un usage assez complexe et sans aucun doute lourd pour les filières élevage. En effet celles-ci recouvrent une très grande diversité de produits élaborés dans des systèmes de production diversifiés. C'est pourquoi les produits ont été agrégés par grands ensembles : lait, viande et œufs essentiellement. La filière viandes a été subdivisée en viande bovine, viande de petits ruminants, viande de porc, viande de volaille et autres viandes (gibier, dromadaire et espèces non conventionnelles) ; la filière lait, en lait de vache et autres laits².

La zone d'étude recouvre cinquante pays différents. Aussi a-t-on, d'une part, procédé à des agrégats de produits et, d'autre part, regroupé les pays en 7 grandes zones en se basant sur les grands bassins de la demande, l'homogénéité des échanges et les unions politiques, puis en agrégeant au niveau de l'ASS.

Ces zones sont les suivantes :

La zone S est composée du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Liberia, de la Mauritanie, du Sénégal, et de la Sierra Leone.

La zone CI comprend le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, et le Togo. Elle se caractérise par le pôle d'attraction pour les produits animaux constitué par la Côte d'Ivoire et, à un moindre degré, par le Ghana, le Togo servant de tampon avec la zone CI après.

La zone N comprend le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine (RCA), et le Tchad. Le Nigeria et accessoirement le Cameroun sont les pôles d'attraction des produits animaux. Le Bénin sert de tampon avec la zone CI. Quelques rares courants peuvent provenir de la zone CI (Mali, Burkina Faso). Quelques courants peuvent aussi exister avec les pays d'Afrique du Nord (Niger et Tchad). La RCA et le Cameroun ont été rattachés à cette zone car la majorité des échanges est drainée par le Nigeria bien que l'on puisse noter des courants moins importants du Cameroun vers le Gabon et de RCA vers le Congo.

² La filière "œufs ne sera pas développée ici car les œufs voyagent mal et l'offre s'adapte relativement facilement à la demande.

La zone Ig comprend Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, et le Soudan. Cette zone correspond aux pays de l'IGAD. Elle se caractérise, en période normale par la pauvreté des échanges avec les autres zones et une vocation à exporter vers la péninsule arabique (l'Égypte et marginalement la zone N pour le Soudan).

La zone Z comprend le Burundi, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, Sao Tome et Principe, et l'ex Zaïre auquel on a rattaché Sainte Hélène par souci d'exhaustivité. Cette zone se caractérise par peu d'échanges avec les autres zones et est tournée, pour son approvisionnement en produits animaux, vers d'autres continents.

La zone AS correspond aux pays de la SADC et comprend l'Afrique du sud, l'Angola, le Botswana, l'Île Maurice, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie, et le Zimbabwe. Cette zone a beaucoup de courants intérieurs et peu d'échanges avec le continent. Elle bénéficie de quotas d'exportation vers l'UE. Nous avons rattaché l'Île Maurice à cette zone plutôt qu'à la zone M car l'Île appartient politiquement à la SADC et développe des échanges avec elle.

La zone M est la zone de l'Océan Indien et comprend La Réunion, les Comores, Madagascar, et les Seychelles. Les échanges ont pour vocation de rester dans cette zone et, en fonction du disponible, de s'ouvrir en dehors de la zone. L'Île Maurice est la liaison avec la zone AS.³

L'étude se fonde sur les statistiques de la FAO (FAO, 1994 et pour les projections de populations sur FAO, 1998).

Les projections de productions et de consommations ont été basées sur les hypothèses suivantes :

Pour les productions de viandes, elles concernent :

- les ressources des pâturages naturels, des sous-produits de l'agriculture et de l'agro-industrie.

³ Dans de nombreuses publications l'Afrique sub-saharienne est considérée comme un continent en développement et l'Afrique du Sud en est exclue car considérée comme pays développé.



Dans certaines régions, ils n'autorisent plus la croissance numérique du cheptel de polygastriques (dans ces conditions, seule l'évolution de la productivité par animal suit les tendances passées) ;



- les productions de monogastriques qui ne subissent pas ces contraintes alimentaires, mais, il est sous-entendu que l'alimentation sera soit produite localement par une adaptation de l'agriculture soit par des importations d'aliments (qui apporteront plus de valeur ajoutée locale que l'importation de produits animaux, de plus le coût du transport de produits congelés est beaucoup plus élevé que celui des céréales ou tourteaux) ;
- la production des autres viandes, parmi lesquelles le gibier domine, qui reste stable.



Deux scénarios ont été élaborés :

- ♦ Le premier, basé sur la prolongation des tendances des 10 dernières années, donne les résultats les plus pessimistes par suite de la crise, qui a secoué l'ASS pendant cette période.
- ♦ Le second est basé les tendances des 3 dernières décennies qui ont été prolongées, c'est à dire que les efforts faits pour le développement de l'élevage d'ici à 2020 seront du même ordre de grandeur que ce que l'on a fait ces 30 dernières années.

Pour les consommations de viandes, les hypothèses concernent :

- La démographie⁴ (573 millions d'habitants en 1994, dont plus de la moitié en dessous du seuil de pauvreté, chiffre de très loin le plus élevé de tous les continents, et 1 120 millions d'habitants en 2020) ; chaque habitant devra consommer au moins autant qu'en 1994⁵,
- L'urbanisation (175,4 millions d'urbains en 1994 et 519 millions en 2020) : les habitants des villes, consomment, en moyenne, plus que ceux des campagnes,
- Le PIB, sa progression par habitant est différente selon les zones mais on l'a pris uniforme et égale à 1% pour l'Afrique subsaharienne. Une autre hypothèse plus pessimiste envisage une progression du PIB de 0.5% par habitant, uniformément dans toutes les zones. L'élasticité est positive pour les produits animaux (plus forte en ville qu'en zone rurale).

Trois scénarios ont été envisagés :

- La consommation par habitant reste stable, la consommation globale a donc le même taux de croissance que la démographie humaine ;
- On ajoute à ce premier scénario, la croissance du PIB (1% par habitant et par an puis 0.5% par an, uniformément dans toutes les zones) et l'élasticité de la demande par rapport au revenu : aux environs de 1 (entre 0.81 et 1.08 dans les villes) et 0.4 en milieu rural⁶ ;

⁴ Note des auteurs : les dernières statistiques de la FAO (1998) projettent pour 2020 une population nettement inférieure à celle officiellement prévue dans les projections du PNUD utilisées par les auteurs dans leur étude de 1994 déjà citée. Les auteurs ont repris leurs calculs avec ces nouvelles prévisions.

⁵ Dans le continent le plus mal-nutri, on se refuse à supposer que la consommation par habitant puisse encore diminuer.

⁶ Pour les élasticités, voir les études de l'ILCA/CIPEA, en particulier celle de Madame de Montgolfier-Kouévi (1983). On a estimé que cette élasticité pouvait être conservée dans les villes pour les produits carnés, mais qu'en milieu rural elle était beaucoup trop forte par suite de l'importante autoconsommation et de la relative déconnexion des marchés pour la viande.

- On ajoute au scénario précédent une consommation urbaine 1.8 fois plus grande qu'en milieu rural.

Pour les consommations de laits

Les mêmes hypothèses et scénarios ont été appliqués. La seule différence concerne l'élasticité consommation-revenu estimée aux environs de 0.9 (entre 0.53 et 1.1 dans les villes et 0.4 en milieu rural)⁷. Par ailleurs, aucune différence entre la consommation urbaine et la consommation rurale n'a été retenue.



1.2. RÉSULTATS

Les résultats globaux de l'ensemble de ces scénarios sont présentés au tableau ci-après en termes de bilans des approvisionnements domestiques.

⁷ Voir les nombreuses études de la SEDES dont notamment celle de J. Samiguet, R. Vindrinet avec la participation de : H. Andrianbololona, M. Ravoajison intitulée "Étude de la commercialisation du bétail et des prix de la viande à Madagascar - tome 2 - Analyse économique des filières et propositions- 1979. La consommation, étudiée par la méthode des flux des produits animaux qui trouve des résultats très proches de ceux obtenus dans les rares études de consommation, distingue 3 strates ("riche", "pauvre" et "administration"). Il est possible qu'à l'avenir ce chiffre soit un peu trop élevé par suite de l'augmentation de la strate des pauvres due à l'immigration des pauvres ruraux.



Déficit selon les scénarios

(1000 t)

	Viandes			Laits		
	1994	Productions avec tendance sur 10 ans	Productions avec tendance sur 30 ans	1994	Productions avec tendance sur 10 ans	Productions avec tendance sur 30 ans
1994.	- 254			- 1 058		
2020						
Uniquement croît démographique		- 965	1 053		- 6 322	- 5 799
PIB (1%/hab), élasticité, démographie urbaine et rurale		- 3 695	- 1 677		- 13 174	- 12 651
En plus urbains consomment 1,8 fois plus que les ruraux		- 5 552	- 3 534		x	x
PIB (0,5%/hab), élasticité, démographie urbaine et rurale		- 1 979	39		- 7 881	- 7 358
En plus, urbains consomment 1,8 fois plus que les ruraux		- 4 053	- 2 035		x	x

Les déficits seront très sensibles à la croissance du PIB par habitant. Si l'on retient l'hypothèse d'une croissance du revenu des ménages légèrement inférieure à 1% par an, à laquelle il convient d'ajouter l'incidence de l'urbanisation et de la croissance démographique, en 2020, le déficit, en supposant une évolution tendancielle de la production, pourrait être de l'ordre de 3 millions de tonnes de viande et 12 millions de tonnes de lait, soit 11 milliards de \$ US environ, chiffre difficilement supportable pour les économies nationales.

Le développement rapide des productions animales africaines devient donc un enjeu prioritaire pour satisfaire la demande autrement que par des importations.

1.2.1. La consommation

Si on regarde plus en détail les projections de consommation, reprises au tableau ci-dessous, l'accroissement de la demande, pour le scénario le plus optimiste, peut paraître énorme. Cependant, elle passe pour la viande de 12.8 kg/hab/an à 16.8 kg/hab/an, (accroissement de 1.0%/an

ou 0.4g/j). Ce niveau reste inférieur à celui enregistré dans les années 60. Pour le lait, la consommation augmente de 32.5 kg/hab/an à 38.5 kg/hab/an (accroissement de 0.65%/an ou 0.6g/j). Pour la même période, les projections envisagent que la Chine passera pour la viande de 33 à 63 kg/hab/an (accroissement de 2.5%/an ou 3.2 g/j).

Scénarios de consommation

(1000 t)

	Viandes	Laits
1994	7 354	18 610
2020		
Uniquement croît démographique	14 277	36 299
PIB, élasticité, démographie urbaine et rurale	17 007	43 151
En plus, urbains consomment 1,8 fois plus que les ruraux	18 864	x
PIB (0,5%), élasticité, démographie urbaine et rurale	15 291	37 858
En plus, urbains consomment 1,8 fois plus que les ruraux	17 365	x

Les populations urbaines vont être multipliées par 3 et comme la consommation par habitant devrait augmenter, les tonnages nécessaires à l'approvisionnement des villes seront multipliés par 4, ainsi qu'il apparaît au tableau ci-après.

La croissance de la consommation de lait (8% par an au cours des dernières années) devrait quant à elle se poursuivre à un rythme soutenu.

Projection des consommations urbaines de viandes

(1 000 t)

ZONES	S	CI	N	IG	Z	AS	M	ASS
Consommation urbaine en 1994	195	320	765	536	166	1 163	147	3 292
Consommation urbaine en 2020								
Uniquement croît démographique	550	921	2 280	1 836	520	3 025	485	9 617
PIB, élasticité, démographie urbaine	921	1 428	2 596	2 774	607	3 627	485	12 437
PIB(0,5%), élasticité, démographie urbaine	627	1 048	2 596	2 090	591	3 444	552	11 083



Quelles productions animales en Afrique sub-saharienne dans une génération ?

1.2.2. La production

Les seuls scénarios où il n'y aurait pas de déficit en viandes sont ceux où l'on admettrait que la consommation par habitant n'augmenterait pas ou que le PIB serait nettement inférieur à 1% et que les

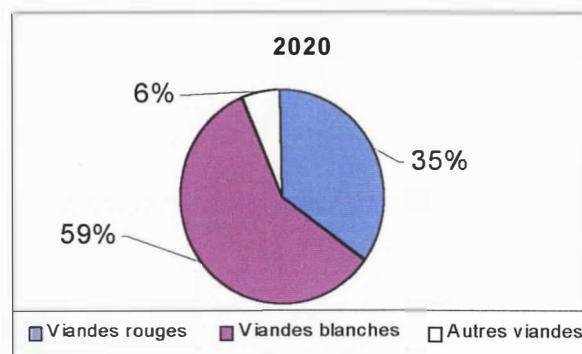
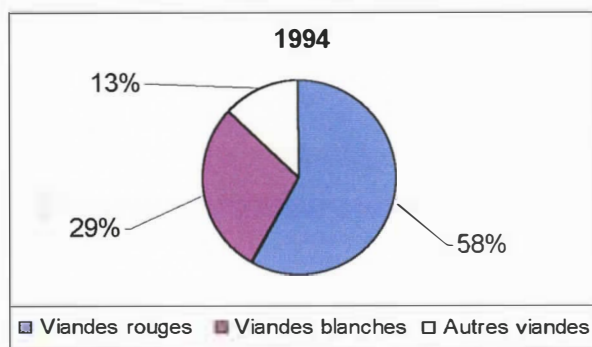
productions ne seraient pas supérieures à celles de la période de crise entre 1984 et 1994. Dans tous les autres cas, les plus vraisemblables, la production gardera un niveau de croissance inférieur à celui de la demande.

Scénarios de projections des productions en 2020

(1000 t)

	Bovins	Ovins caprins	Viandes rouges	Porcins	Volailles	Viandes blanches	Autres viandes	Total viandes	Laits
1994	2 914	1 177	4 091	733	1 331	2 064	945	7 100	17 552
Productions avec tendance sur 10 ans	4 764		4 764	4 085	3 512	7 603	945	13 312	29 977
Productions avec tendance sur 30 ans	5 365		5 365	3 354	5 666	9 020	945	15 330	30 500

Evolution des différentes productions de viandes



Des tendances lourdes plus générales se dégagent de ces projections :

- la production des ruminants demeurera prépondérante (en ce sens où elle utilise des ressources naturelles peu coûteuses) ;
- le développement des mono-gastriques peut apporter une réponse partielle. La demande en céréales et sous produits, base de l'alimentation de ces animaux, pourra de plus servir de moteur au développement rural ; si elle ne subit pas la concurrence d'importations subventionnées.

Par ailleurs, une substitution par les autres sources de protéines d'origine animale pour limiter le déficit domestique ne paraît pas crédible car les autres sources disponibles vont au mieux stagner et comme le nombre d'habitants va considérablement augmenter, le disponible par habitant va donc diminuer. C'est donc un défi complémentaire pour le secteur élevage.

La faune contribue pour près de 13 % à l'apport de viande avec un million de tonnes consommées⁸. Cette consommation élevée est une caractéristique de l'Afrique sub-saharienne. L'extension des cultures réduit les possibilités de croissance des ressources en viande de gibier. Le maintien de la production au niveau actuel suppose la mise en œuvre d'importants programmes de gestion de la faune et le développement des élevages de gibier.

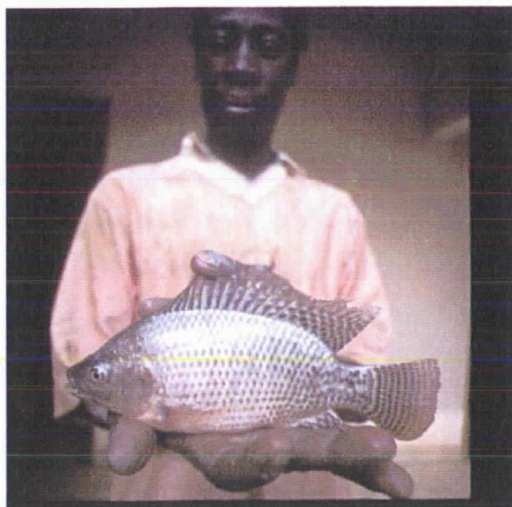


Le poisson constitue, lui aussi, une source appréciée d'apport en protéines, avec lesquelles une substitution a joué mais les

⁸ Chardonnet et col indiquent une consommation de 1.200.000 tonnes alors que la FAO indique une consommation de 945.000 tonnes pour les "autres viandes" dont 600.000 tonnes de gibier proprement dit.



ressources halieutiques plafonnent et les pays développés exercent une pression croissante sur la demande. L'aquaculture est encore trop marginale pour conforter de façon significative la formation du disponible.



1.2.3. Les autres fonctions de l'élevage

Indépendamment de l'approvisionnement des marchés, qui seront de plus en plus urbains, l'élevage a des fonctions cruciales vis à vis du développement rural général et de la lutte contre la pauvreté, dans ce milieu en particulier. Ces fonctions devront être également adaptées au cours des 20 ans qui viennent.

- Les protéines animales constituent une source d'acides aminés et de micronutriments indispensables pour des enfants notamment;
- l'élevage joue un rôle considérable pour le développement des cultures vivrières ou de rente en fournissant la force de travail et en procurant la matière organique, élément essentiel du maintien de la fertilité des sols ;
- l'élevage reste un moyen d'épargne, de sécurisation des revenus, de prestige social, de bien être pour nombre de populations rurales;
- l'élevage constitue un outil de gestion et de valorisation du milieu pour lequel on ne connaît pas d'équivalent ou de substitut possible, en particulier dans les zones les plus arides.

Au niveau des plus pauvres, l'élevage est très important pour diverses raisons :

- il leur permet l'exploitation de ressources communes, en particulier le foncier et l'eau;
- c'est une source importante de revenus et de cash et c'est souvent leur principale richesse ;
- c'est pour eux, la possibilité d'augmenter plus rapidement leurs revenus que l'agriculture, car ils ont un accès limité à la terre, au capital et aux services.

2 - QUE FAIRE ?

La grande hétérogénéité géographique de l'Afrique subsaharienne, s'ajoute la grande variabilité du secteur élevage. Les grandes filières (lait, viandes..) sont en effet larges (les espèces sont nombreuses dans des systèmes de production très variés) et profondes (les produits élaborés sont abondants). Les réponses proposées à la question concrète des déficits prévisibles ne peuvent être que générales et devront donc être adaptées à la diversité des conditions géographiques, à celle des systèmes de production et à l'évolution du marché.

Celles proposées ci-dessous reposent à la fois sur l'analyse réalisée au travers de l'étude, déjà citée, et sur l'expérience de cas concrets vécus par les auteurs.

Ces quelques notes sur les actions à entreprendre sont loin d'être exhaustives. Elles montrent les efforts à réaliser pour répondre à l'évolution.

2.1 - POUR SATISFAIRE LA DEMANDE

Les actions à réaliser répondent au besoin de satisfaire la demande sans avoir recours à des niveaux d'importations incompatibles avec les économies nationales.

Si l'on s'en tient, pour simplifier, au principe de congruence, il faut porter l'effort :

- ⇒ au plan nutritionnel, vers les plus fortes productions de protéines,
- ⇒ au plan économique, vers les plus fortes valeurs ajoutées,
- ⇒ au plan commercial, vers les marchés avec les plus fortes croissances et les plus fortes parts de marché.

2.1.1. Au plan nutritionnel :

La variabilité de la consommation de protéines animales est très forte selon les zones, comme le montre le tableau ci après.

Au plan des habitudes alimentaires, l'effort devrait être porté sur les espèces préférées des consommateurs. La viande bovine reste dans toutes les régions à l'exception de la zone «ex Zaïre » la viande la plus consommée. Le lait est fortement consommé, mais la variabilité de consommation est considérable.



Quelles productions animales en Afrique subsaharienne dans une génération ?

Variabilité des consommations de protéines animales en ASS

(En % de chaque zone)

Produits/Zones	Ig	As	N	Ci	Z	S	M	Ass	Variabilité*
Bovins	22	34	23	25	19	17	32	23	2 - très faible
Petits ruminants	10	9	14	13	5	11	2	10	(7) ou 2,8 faible
Porcs	1	6	15	6	13	5	15	7	15 - très forte
Volailles	5	18	13	15	17	17	22	14	4,4 - forte
Gibiers	7	3	9	18	37	8	2	8	Peu significatif
Laits	52	24	12	19	9	34	24	32	5,8 - forte
Oeufs	2	6	13	4	1	6	3	5	13 - très forte
Protéines animales consommées (tonnes/jour)	1 952	1 470	850	380	254	227	203	5 336	
Consommation (g/hab/j)	13,8	11	5,9	7	4,2	8,5	13	9,2	

*On a appelé variabilité le rapport de la zone de consommation maximale à la zone de consommation minimale

Des arguments sont souvent invoqués pour limiter l'élevage ; ils ne résistent pas à l'analyse pour l'Afrique sub-saharienne :

- *La consommation de produits animaux entraîne une série de pathologie...* Les normes internationales recommandent une consommation minimale de 20g de protéines animales par jour. L' ASS n'en est qu'à 10g. Les USA consomment 120 kg de viandes par habitant et par an, l'ASS 13. La marge y est encore grande pour redouter les pathologies dues aux excès de viande;
- *l'homme doit se nourrir directement de céréales* beaucoup moins coûteuses sans passer par l'animal qui les gaspille lors de la transformation... Les produits animaux apportent des acides aminés indispensables, mais surtout une série de micro éléments et de vitamines. Ces aliments améliorent considérablement l'efficacité alimentaire des protéines végétales. Sans lait et produits animaux moins de 30 % seraient utiles pour la croissance ;
- *L'élevage concurrence l'homme*: il n'est pas vrai qu'en ASS l'élevage soit un danger pour la sécurité alimentaire en étant un concurrent de l'homme pour l'utilisation des céréales. C'est vrai dans les pays développés, cela ne l'est pas pour les ruminants en Afrique sub-saharienne, car les ruminants ne mangent que très rarement des céréales. Pour les porcs et les volailles, le problème est plus nuancé. En élevage villageois, ils mangent très peu de céréales, en élevage intensifié, les mono-gastriques en s'alimentant de céréales peuvent aider au développement des politiques céréalières et à défaut l'importation de céréales permet le développement des productions locales. De plus, de nombreux pays disposent de sous-produits agro-industriels dont l'utilisation rationnelle limitera l'importation de céréales et de tourteaux.

- *L'importation de protéines végétales serait préférable.* Elles sont produites en grande quantité, avec une excellente productivité dans de nombreux pays tempérés. On mettrait alors en place une organisation efficace capable d'assurer la sécurité alimentaire. Le concept de sécurité alimentaire repose sur la mise à disposition des populations des produits dans toutes les parties d'un territoire. Les produits animaux, en général périssables, nécessitent des conditions de transport et de conservation particulières qui augmentent les prix sur les marchés terminaux. Les produits importés hors subventions coûtent cher et la demande sera énorme. La majorité des pays de l'Afrique sub-saharienne ne disposera pas des devises nécessaires. L'autosuffisance, au contraire, permet de produire localement, économise les devises, procure de l'emploi. Cette autosuffisance sera difficile à atteindre et les importations devront se poursuivre pour garantir une sécurité alimentaire minimale.



2.1.2. Au plan économique :

Le développement doit être réalisé en harmonie avec un développement global et notamment avec l'agriculture *sensu stricto*.

L'une des caractéristiques économiques des filières animales en Afrique sub-saharienne reste la contribution prépondérante des ruminants dans le PIB.

Le tableau suivant montre la décomposition des valeurs ajoutées de l'élevage :



Quelles productions animales en Afrique sub-saharienne dans une génération ?

Le PIB de l'élevage en ASS en 1994

(au prix producteur, 1000 US\$ 1994)

	Bovins	P.ruminants	Camelins	Equins	Asins	Porcins	Volailles	Total	%
Viandes	4 615 777	2 350 110	408 952	X	X	680 224	1 464 100	9 519 162	0,520
Laits	2 643 802	657 780	252 588	X	X	x	x	3 554 170	0,194
Travail	1 526 800	x	96 030	291 000	401 000	x	x	2 314 830	0,127
Fumier	997 130	715 220	x	x	x	x	x	1 712 350	0,094
Œufs	x	x	x	x	x	x	1 194 257	1 194 257	0,065
PIB	9 783 509	3 723 110	757 570	291 000	401 000	680 224	2 658 357	18 294 770	1,000
Pourcentage	0,535	0,204	0,041	0,016	0,022	0,037	0,145	1,000	1,000

Les productions des herbivores représentent 72 % des productions marchandes et leur valeur ajoutée 82% du PIB élevage (14 905 millions de US\$) alors que les productions des monogastriques représentent 28 % des productions et leur valeur ajoutée s'élève à seulement 18% du PIB élevage (3 339 millions de US\$). Ceci est dû à l'importance des consommations intermédiaires. Par exemple, s'il apparaît plus important de faire des volailles au plan production, il est beaucoup plus important de faire des polygastriques au plan valeur ajoutée car l'alimentation des ruminants en ASS, faite à partir de ressources naturelles, a un coût quasi nul. De plus un certain nombre d'avantages cachés liés aux ruminants n'a pas été comptabilisé dans la valeur ajoutée.

En terme de compétitivité, les filières bovines en ASS soutiennent la comparaison au niveau producteur avec celles des pays développés car elles sont consommatrices de ressources naturelles renouvelables sans utilisation d'énergie incorporée dans le processus de production. Si l'on compare la filière bovine française et la filière bovine en ASS, on a en France un prix producteur de 17,50FF le kg/carcasse (moyenne 1996) mais avec des consommations intermédiaires moyennes de 50% soit une valeur ajoutée de 8.75FF alors qu'en ASS pour un prix producteur de 11F, les consommations intermédiaires moyennes ne sont que de 12%, soit une valeur ajoutée de 9.68FF.



Si le développement des monogastriques reste prioritaire pour répondre à l'évolution de la demande, le rôle des ruminants en Afrique subsaharienne ne doit pas être négligé. L'élevage, et en particulier celui des ruminants, glisse des régions arides et semi-arides vers des zones plus humides à plus fortes potentialités alimentaires où il s'associe ou entre en conflit avec l'agriculture. L'intégration de l'élevage à l'agriculture sera une évolution inéluctable et

peut devenir un des facteurs clé du développement général de l'ASS.



2.1.3 Au plan commercial

Pour favoriser le choix des investisseurs privés ou publics, on a comparé l'importance des filières selon les zones en fonction :

- ➔ de l'importance des parts de marché des produits animaux et des taux de croissance des filières ;
- ➔ des contraintes et atouts de chaque zone en amont de la filière (au plan alimentaire, sanitaire, génétique et socio-économique) et en aval de la filière (commercialisation et transformation).

L'ensemble a fait l'objet d'une synthèse qui a permis de classer l'intérêt commercial des filières selon le tableau ci-après. Il est bien évident que ce tableau ne donne qu'un aperçu et selon les pays et les niches d'opportunité, une filière classée dernière dans une zone peut se retrouver à un tout autre rang en fonction de particularités locales.



Quelles productions animales en Afrique subsaharienne dans une génération ?

Importance relative des filières au plan commercial

	S	CI	N	IG	Z	AS	M
BOVINS	5	2	5	3	2	1	2
P.RUMINANTS	2	6	3	1	5	3	6
PORCS	6	6	1	6	2	6	2
VOLAILLES	1	2	2		1	1	1
LAIT	2	4	6	1	6	4	4
OEUFS	5	5	3	5		5	5

1	Prioritaire	4	Moyennement important
2	Très important	5	Peu important
3	Important	6	Secondaire

2.2 POUR ALLÉGER LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le défi est plus complet que de simplement augmenter la production, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi de s'assurer que la croissance est largement partagée tout en maintenant la durabilité des systèmes.

2.2.1. L'amont de la production

L'amélioration de la productivité des élevages, du revenu des agents, de la durabilité et de la qualité de la production implique la mise en œuvre de quatre types d'actions complémentaires :

- des actions d'ordre organisationnel de la production et de sa mise en marché,
- des actions permettant un aménagement du territoire,
- des actions d'ordre technique,
- des actions d'ordre économique.

2.2.1.1. Les actions d'ordre organisationnel

- Ces actions sur les filières sont sans doute la véritable pierre angulaire du développement de l'élevage.

L'organisation doit aller bien au-delà des simples actions d'animation et de sensibilisation des éleveurs et des autres acteurs de la filière. Elle doit prendre en compte l'amélioration des revenus des producteurs en renforçant la compétitivité de la filière. La riche expérience française dans ce domaine mérite d'être adaptée, car tout le monde reconnaît maintenant que l'approche doit être participative c'est à dire qu'il faut appuyer l'émergence des communautés locales ou

culturelles et que leurs adhérents participent à tous les niveaux aux projets de développement.

Pour toutes les filières, les organisations professionnelles devront :

- ⇒ favoriser l'action des divers services techniques soit au travers de leurs propres agents soit en canalisant l'activité de services extérieurs ;
- ⇒ prendre en compte l'amélioration des conditions de mise en marché de leurs produits et participer à la régulation de l'approvisionnement des marchés ;
- ⇒ participer à l'orientation des politiques de développement du secteur élevage.



De plus, les producteurs devront impérativement participer à l'organisation de l'interprofession et acquérir progressivement une maîtrise partielle du secteur aval et éventuellement de l'approvisionnement nécessaire au secteur amont. Ils construiront ainsi un outil leur permettant de juger de la compétitivité du secteur aval et de la filière interprofessionnelle (producteurs, commerçants, bouchers, transporteurs...).

Le mode d'organisation à mettre en place variera en fonction des produits concernés, des contextes locaux et des systèmes de production. Un programme de formation des responsables professionnels apparaît comme l'une des priorités à mettre en œuvre.



2.2.1.2 - Les actions d'aménagement du territoire

La nécessité se fait jour de plus en plus d'aménager le territoire. En ce qui concerne l'élevage, il conviendra :

- ⇒ de délimiter des zones réservées à l'élevage périurbain,
- ⇒ de planifier les zones libérées de tsé-tsé, d'organiser des zones indemnes de maladies contagieuses,
- ⇒ d'organiser des zones d'accueil pour le bétail transhumant,
- ⇒ de préserver une cohabitation avec la faune sauvage,
- ⇒ de préciser par une approche contractuelle, puis réglementaire les droits d'usage et les modalités de gestion du foncier, notamment pastoral, et des ressources hydriques. Sans garanties d'utilisation durable du foncier par les éleveurs, l'indispensable intensification de l'espace pastoral et de l'élevage de ruminants reste un leurre. La délicate réforme de l'attribution du foncier doit s'accélérer.



2.2.1.3 - Les actions d'ordre technique

Ces actions techniques à entreprendre dans le domaine de l'élevage pour accroître la productivité du cheptel forment un ensemble complémentaire et comprennent quatre domaines essentiels :

- ◆ la santé animale,
- ◆ l'alimentation du cheptel,
- ◆ les pratiques d'élevage,
- ◆ la génétique.

Ces actions sont classiques mais leur prise en compte est parfois ressentie par les bailleurs de fonds comme un catalogue trop lourd pour être susceptible d'être pris en considération.

➤ L'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

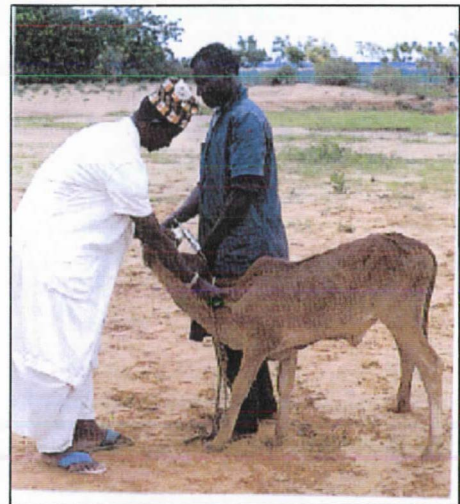
La pathologie représente une contrainte majeure de l'élevage en Afrique sub-saharienne. Elle limite la nécessaire intensification des productions, le revenu des élevages et écarte trop souvent les éleveurs des mécanismes de financement par suite des risques qu'elle fait planer sur la production.



La protection sanitaire du cheptel suppose que les éleveurs disposent d'un encadrement vétérinaire approprié, de produits vétérinaires et des vaccins nécessaires à des tarifs compétitifs.

Le mouvement de privatisation des vétérinaires doit être encouragé, soutenu et adapté de façon pragmatique jusqu'à accorder des aides spécifiques aux vétérinaires qui s'installent en zone difficile.

Les vaccins devront être adaptés à une utilisation africaine : souches locales, plusieurs valences dans le même vaccin pour faire des économies d'intervention (les frais d'approche de l'animal sont les plus importants lors de l'administration d'un vaccin), résistance à la chaleur et aux conditions de conservations et d'inoculations africaines, souches différentes immunologiquement des souches sauvages, pour distinguer ultérieurement anticorps liés à la maladie et anticorps post vaccinaux. Pour leur fabrication, les laboratoires doivent avoir l'autonomie financière (hors subventions), et des qualités régulièrement contrôlées (le laboratoire Panvac est un bon exemple du contrôle international de qualité). Ces impératifs nécessitent des économies d'échelle et vont de paire avec un volume de production suffisant pour assurer l'équilibre financier (la concentration est également la règle parmi les grands producteurs mondiaux).



Pour les petits ruminants, une meilleure maîtrise de la pathologie jusqu'à maintenant négligée, est le préalable aux actions de développement

Pour les porcs, leur développement dépend de la présence de la peste porcine africaine. La maîtrise de la maladie reste fondamentale avant le lancement de projets d'envergure. Etant donné l'importance que cette production pourrait prendre pour la satisfaction de la demande dans de nombreux pays, l'intensification du programme de recherche sur cette maladie, récemment mis en œuvre, est la première priorité.

Enfin l'intensification de la production laitière ne peut être entreprise sans la présence d'un service vétérinaire capable d'intervenir efficacement contre les pathologies spécifiques à ce type de production.

Il faut noter que les vaccins (de même que les animaux génétiquement résistants) ont plus d'avenir que les médicaments car ils évitent les résistances et les dangers pour l'homme par suite de leur accumulation possible dans l'organisme et souvent d'une mauvaise utilisation.



➤ L'AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION ET DES PRATIQUES D'ÉLEVAGE

Pour les ruminants, les parcours vont garder une importance considérable encore longtemps. La gestion des parcours et la mise en œuvre des programmes d'hydraulique pastorale permettent d'accroître leur production durable.

Mais, l'intensification des productions se fera par l'introduction d'intrants et de cultures fourragères avec un coût monétaire beaucoup plus élevé que l'exploitation des fourrages naturels. L'accroissement des coûts de production devra être compensé par une productivité technique plus élevée, un accroissement de la productivité du travail, une production d'une viande de meilleure qualité, sans doute plus chère et donc moins accessible à la grande masse des consommateurs urbains. Toutefois, le choix des techniques d'intensification les gains de productivité devront compenser en grande partie l'accroissement des coûts de production du kg de viande ou du litre de lait

L'intensification restera donc limitée tant que les différentiels de prix ne refléteront pas mieux les écarts de qualité. Cette plus value n'est actuellement acquise que sur certains marchés privilégiés : exportation (si les conditions sanitaires et les structures d'abattage le permettent) ou marchés modernes nationaux. Sur ces marchés la stratégie de marketing utilisera l'image de marque « naturelle » des productions animales de l'Afrique sub-saharienne.

L'alimentation des monogastriques reste encore bien souvent à base de produits importés sur la base du modèle «maïs-soja». Un effort devra être consenti pour rationaliser l'utilisation de produits nationaux (céréales, résidus de récolte et sous-produits agro-industriels) en garantissant l'approvisionnement en quantité mais aussi en qualité.

Une politique céréalière et une politique de stockage des excédents sont à mettre en place avec garantie des quantités et des qualités sur la base de contrats à passer avec les providiers.

➤ L'AMÉLIORATION GÉNÉTIQUE

Les programmes d'amélioration génétique apparaissent comme un moyen indispensable pour accroître la productivité du cheptel. Leur succès suppose une bonne connaissance des conditions techniques de production et leurs adaptations aux possibilités offertes. Ils devront s'intéresser aux races locales, à leurs croisements raisonnés et à l'adaptation de races exotiques.

Leur mise en œuvre s'appuiera sur un secteur privé performant et sur des organismes indépendants capables de contrôler les performances des produits.

Les professionnels devront être associés à l'élaboration des politiques nationales d'amélioration génétique. Pour leur mise en place et le contrôle des performances une subvention spécifique devra être prévue.

2.2.1.4 - Les actions d'ordre économiques

➤ L'AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES DES RÉFÉRENCES ÉCONOMIQUES

Le manque de références économiques est une caractéristique quasi générale de la plus grande partie des systèmes de production animale en Afrique sub-saharienne, à l'exception de quelques exploitations intensives ou de quelques projets de développement.

Le suivi technico-économique d'un réseau d'exploitations de référence caractéristiques des types de production principaux devra être mis en place en concertation avec les organisations de producteurs, les responsables de projets ou les services impliqués dans le développement de l'élevage. Les résultats devront servir de base pour les actions de vulgarisation, d'élaboration et de suivi-évaluation des projets.

L'intensification des productions modifie considérablement les coûts de production et milite pour le développement de ces programmes de suivi technico-économique.

➤ LES MESURES ÉCONOMIQUES DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AMONT

Outre les aides particulières apportées pour les projets de développement, un programme d'aide spécifique dégressive dans le temps mérite d'être accordé :

- ⇒ aux groupements de producteurs engagés dans l'organisation de la production, le suivi technico-économique d'exploitations de références, la mise en marché de leur production ;
- ⇒ aux lancements de programmes d'amélioration génétiques et à leur suivi ;
- ⇒ aux actions de protection sanitaires effectuées par les privés en zones difficiles.





2.2.2. Le secteur aval

Si les industries agro-alimentaires en Afrique subsaharienne ne peuvent prospérer sans la présence d'un secteur amont organisé, le véritable développement des productions animales repose sur un secteur aval compétitif et sur la synergie des filières amont et aval.

La bonne organisation de la mise en marché est d'autant plus importante que la production reste atomisée et éloignée des lieux de consommation. Les systèmes d'élevage extensifs des ruminants, exploitant des pâturages arides ou semi-arides, constituent un bon exemple. Sans organisation performante, la production laitière est sans valeur marchande dans de nombreuses zones naturellement favorables à cette production.

Tout le secteur de la transformation et de la distribution devra être progressivement amélioré par suite de l'importance des quantités à traiter en milieu urbain et des nouvelles techniques de transformation qui vont apparaître. Le secteur informel, particulièrement important, devra s'adapter à cette mutation.

2.2.2.1 - Les actions d'ordre organisationnel

Il est important que l'organisation de la commercialisation des produits animaux ne se construise pas au détriment des éleveurs. C'est pourquoi, ceux-ci doivent être capables de s'organiser pour être les éléments actifs du système de commercialisation.

L'engagement dans le secteur aval, doit devenir un thème prioritaire des actions de formation, d'animation et de développement du milieu rural. Il doit s'intégrer au programme des associations pastorales, groupements d'intérêt économique ou des autres groupements ayant pour but le développement du secteur rural.

L'objectif recherché n'est pas de remplacer les filières traditionnelles, souvent assez bien adaptées malgré la pléthore de leurs agents, mais de créer un réel circuit concurrentiel. Les commerçants des filières traditionnelles, fort nombreux vont devoir se regrouper pour améliorer la gestion des infrastructures commerciales, leurs moyens de transport et jouer un rôle plus actif dans la régulation des marchés.

2.2.2.2 - La transformation

Il est de l'intérêt des producteurs que commerçants, bouchers ou transformateurs laitiers puissent avoir accès au crédit afin de raccourcir les délais de paiement et d'en accroître la sécurité.

➤ LES VIANDES

Les volumes de produits animaux traités vont continuer à augmenter et la pression des médias vers une meilleure qualité des produits va s'amplifier. C'est pourquoi la remise en état ou la construction d'infrastructures terminales revêtira plus d'importance qu'aujourd'hui, c'est particulièrement vrai pour les abattoirs où la qualité de la gestion restera essentielle. Le mode de gestion privée des unités d'abattage, reste la voie à encourager. Les faibles tonnages abattus ne permettent qu'une faible rentabilité. Des aides spécifiques resteront indispensables pour améliorer les conditions et le fonctionnement des abattoirs.



L'abattage des animaux, tel qu'il est pratiqué actuellement a lieu le plus souvent, dans des conditions d'hygiène déplorables. L'urbanisation ne fera qu'accentuer le phénomène. La réhabilitation des abattoirs aura donc pour premier objectif d'abattre les animaux dans des conditions sanitaires satisfaisantes et d'améliorer l'hygiène alimentaire. La mise en place des nouveaux abattoirs devra être l'occasion pour les autorités d'imposer des règles d'hygiène plus rigoureuses au niveau de la vente au détail. Sans cela, la meilleure qualité de la viande au sortir de l'abattoir risque d'être éphémère, si le transport vers les points de vente et la vente au détail continuent comme actuellement.



L'Afrique sub-saharienne a peu d'industrie laitière. Après les années 70, grâce à l'aide alimentaire (PAM notamment) ont été créés de nombreuses unités (au moins une par pays), les créations d'usines basées essentiellement sur le lait reconstitué à partir de la poudre ont presque cessé.



L'augmentation du prix de la poudre de lait permet une véritable relance de la transformation laitière. Le lait peut redevenir l'un des éléments essentiels du revenu de l'élevage bovin dans de nombreuses régions. Certes, les filières périurbaines restent les plus simples à développer. Mais elles seront loin de satisfaire l'évolution de la demande. La collecte et la transformation dans les bassins laitiers reste la véritable voie d'avenir.

La plupart des produits laitiers transformés par les filières informelles ont des conditionnements adaptés au pouvoir d'achat et aux goûts des consommateurs mais ne répondent pas aux règles d'hygiène minimales.

Les progrès considérables réalisés dans l'adaptation du matériel de laiterie permettent la fabrication de produits de type UHT palliant la cyclicité de la production et ayant un niveau d'investissement rapidement amortissable. Le succès de ces nouvelles techniques repose sur une organisation solide de la collecte et une forte intensification de la production.

2.2.2. 3. - Les exportations

Les exportations de viandes ou de carcasses sont handicapées par le manque de moyens de transport. Le transport par avion est difficilement rentable et ne peut concurrencer le transport en vif. Actuellement, seuls quelques pays de l'Afrique australe sont exportateurs vers l'UE, ceci devrait faire l'objet de nouvelles discussions lors des prochaines négociations de Lomé. Il est à souhaiter que des quotas soient reconduits et que les pays africains qui ont fait des investissements importants pour satisfaire aux conditions de l'UE puissent poursuivre leurs efforts de production pour remplir les nouveaux quotas.

Quel que soit le pays destinataire, les viandes exportées doivent être de qualité et satisfaire aux normes SPS. Les directives réglementaires qu'appliqueront les éventuels pays importateurs seront celles de la communauté européenne⁹.

3 - LES ORIENTATIONS INDISPENSABLES

Les perspectives d'évolution de l'offre et de la demande de produits animaux ainsi que le poids du secteur sur les économies africaines supposent un effort considérable de recherche en production et santé animales, l'adaptation et le transfert des technologies, l'implication plus forte du privé dans de nombreuses activités (adaptée à chaque état) et de la part de l'état une politique macro-économique volontariste en faveur de l'élevage.

3.1. L'ADAPTATION INDISPENSABLE DE LA LÉGISLATION COMMERCIALE IMPOSÉE PAR LA MONDIALISATION ET LA RÉGIONALISATION POUR L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Les normes macro-économiques et la liberté du commerce liée aux accords de l'OMC devront être adaptées aux particularités de l'Afrique sub-saharienne, car le nécessaire développement de l'élevage ne devra pas être obéré par l'arrivée massive sur un marché en pleine expansion de produits plus ou moins subventionnés à la production ou de produits de rebuts issus de la transformation (capas, cuisses de volailles...). Des protections « raisonnables » devront pouvoir être mises en place aidant à développer les productions locales.

C'est dès maintenant que se joue le futur de ces productions, notamment au niveau de l'OMC.

Si les pays de l'ASS répondaient aux mêmes normes nutritionnelles que les autres pays dans le monde, le commerce intra-régional devrait y être 4 à 5 fois plus important que ce qu'il est aujourd'hui. En supposant qu'on se rapproche de ces "normes" en 2020, le commerce intra-régional devrait croître de 8 % par an et beaucoup plus pour l'agro-alimentaire.

Bien que jusqu'à maintenant, la régionalisation n'ait pas été un succès (sauf partiellement en Afrique australe), les politiques macro-économiques nationales ne peuvent avoir des chances de réussir que si des accords (notamment douaniers et monétaires) sont passés au niveau régional, la perméabilité des frontières étant l'obstacle principal à la réussite de ces politiques. La régionalisation du commerce, renforcera la cohésion régionale, l'équilibrage des territoires, diminuera la dépendance à l'égard des marchés mondiaux et sera sources d'économies liées à la proximité des Etats.

⁹ Celles-ci figurent dans le journal officiel des communautés européennes du 29 juillet 1991



3.2. Le nouvel équilibre entre le secteur public et le secteur privé

Les budgets des états étant en déséquilibre, le principe doit être de ne garder au secteur public que les actions régaliennes ou prioritaires tout en recouvrant, non pas un maximum, mais un optimum des coûts d'intervention.

Parmi les fonctions régaliennes, la conception et le contrôle des politiques sont incontestablement du domaine public.

Les autres fonctions prioritaires dépendront des politiques propres à chaque gouvernement. Pour la majorité d'entre eux, la santé des consommateurs, la sécurité alimentaire devraient rester du domaine public avec des standards qui devront progressivement s'améliorer (surtout pour les pays les plus pauvres). La cuisine bien cuite, caractéristique de l'ASS qui élimine beaucoup de dangers microbiens, sera progressivement remplacée dans les villes par une cuisine faite beaucoup plus rapidement, et donc plus dangereuse, nécessitant plus d'attention en hygiène publique.

Le mouvement de libéralisation (privatisations, libéralisation du commerce) doit se poursuivre par des financements, des crédits incitatifs et par des suivis des actions. Pour les professionnels de la santé, on doit encourager l'émergence et l'organisation de leur auto-contrôle (élaboration et application du cadre législatif, appui aux ordres nationaux vétérinaires).

Sauf dans des cas bien précis, par exemple lors de marchés d'exportation rentables, les abattoirs, qu'il faudra réhabiliter ou construire, ne pourront pas être pris intégralement en compte par le privé (sauf pour la gestion et la maintenance) car l'augmentation des redevances d'usage renchérirait les prix de la viande au point de favoriser les abattages frauduleux.

L'état prendra également en charge la formation des cadres et des vulgarisateurs, des responsables des organisations professionnelles amont et aval en s'attachant à mettre l'accent sur les grands changements qui sont en train de se produire tout le long des filières.

La recherche doit faire l'objet d'un distinguo entre celle que les producteurs privés peuvent financer voire cofinancer, qui intéresse les grandes sociétés investissant dans les productions animales, et celle destinée aux producteurs les plus pauvres, pour laquelle il semble exclu de solliciter une participation financière du domaine privé.

3.3. LA NÉCESSAIRE INTENSIFICATION

Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays développés, la très forte urbanisation n'empêchera pas la population rurale d'augmenter alors que les terres arables par habitant vont diminuer. En 1995, 1 rural nourrit 1.5 urbains, en 2020, il faudra qu'il en nourrisse 3 avec moins de terres.

La clé des faibles productions par rapport aux effectifs tient dans la faible productivité du cheptel en ASS comme le montre le tableau suivant :

Productivités

(kg de viande par animal du troupeau et par an)

	Pays développé	Pays en développement	ASS
Bovins	84,8	32	15,7
Petits ruminants	7,6	5,5	3,6
Porcins	117,1	69,4	34,4

L'intensification de la production apparaît non seulement comme la seule alternative face à l'augmentation de la pression foncière mais aussi comme l'un des potentiels les plus prometteurs en ASS.

Cette intensification prendra plusieurs formes :

- autour des grandes villes (il y aura 68 villes de plus de 1 million d'habitants) des élevages industriels vont se développer pour la production de monogastriques puis pour l'élevage laitier, quelquefois avec une intégration verticale des petits producteurs ;
- autour des villes moyennes et des petites villes (360 millions d'habitants), les mêmes élevages à plus petites échelles, semi-industriels, vont voir le jour, donnant naissance à une classe moyenne de producteurs ;
- en milieu rural, l'intensification des systèmes mixtes agriculture-élevage va se développer avec recyclage des nutriments pour garder la fertilité des sols et poursuite du développement de la culture attelée (bien que la culture mécanisée commencera à se développer). L'élevage se rapprochera du marché (donc des villes) pour trouver de meilleurs prix et avoir une commercialisation plus facile.

Cette intensification risque de jouer contre les plus pauvres qui ne pourront pas faire d'économie d'échelle, et qui auront toujours les mêmes difficultés pour accéder au crédit, notamment par manque de garanties. La production qui, à leur niveau, était à objectifs multiples va de plus en plus se spécialiser. C'est pour pallier ces difficultés qu'il est urgent d'aider à la promotion des organisations professionnelles, qui, de plus, leur permettront de garder un contrôle partiel du secteur aval et de jouer un rôle au niveau des organisations interprofessionnelles car les "privés" ne les aideront pas et n'investiront que dans les filières d'élevages industriels ou semi-industriels.



Mais, l'intensification ne sera possible que si les prix le permettent. Or les moyennes des prix par kg de produits agricoles importés en Afrique étaient les suivantes¹⁰ : viande de bovins : 1,35 US\$; ovins : 2,60 \$; porcs : 1,61\$; volailles : 1,13 \$; maïs : 0,148 \$; blé : 0,140 \$. **Par suite des rapports de prix entre viandes et céréales et des coefficients de transformation en viandes, il sera extrêmement difficile de promouvoir l'intensification de l'élevage des ruminants.** Par contre, on a intérêt à acheter des céréales sur le marché mondial et à produire sur place de la viande de porc et encore plus de la viande de volaille plutôt que d'importer de la viande congelée (d'autant qu'une légère baisse des prix des céréales est projetée). Toutefois, le prix des transports et le régime douanier à l'importation peuvent modifier cette affirmation. Cette production locale a en plus l'avantage de créer de la valeur ajoutée dans les pays producteurs et donc de développer l'économie et de créer des emplois

3.4. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'élevage a sur l'environnement des effets à la fois positifs (fumure, gestion des espaces) et négatifs (l'augmentation des cheptels et leurs déplacements massifs vers des zones écologiques plus clémentes fait naître des préoccupations de préservation des ressources primaires et l'intensification de l'élevage amène des préoccupations d'autres natures : déchets, pollution des nappes phréatiques).

Il conviendra d'abord de limiter les effets directs par l'application de solutions techniques et l'élaboration de réglementations appropriées. Il conviendra aussi d'identifier les causes sous-jacentes de dégradation environnementale grâce au suivi d'une série d'indicateurs et d'appliquer des mesures politiques. Elles relèvent surtout d'une prise de conscience généralisée du problème environnemental, de la clarification des droits fonciers et des règles d'accès aux ressources naturelles, du renforcement des institutions, de politiques économiques incitatives, du développement raisonné des infrastructures et du progrès technologique.

Ces diverses contraintes qui vont peser de plus en plus sur les productions animales en pays développés (protection de l'environnement, bien-être animal) vont, dans un premier temps, donner des avantages comparatifs aux productions en Afrique subsaharienne, mais elles les subiront à leur tour notamment par la croissance rapide des élevages périurbains. La nécessité de prévoir un bon équilibre entre les zones périurbaine et rurale s'en trouvera renforcée.

3.5. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'industrialisation des élevages dans les pays développés et la «mal-bouffe» donneront un avantage comparatif certain aux élevages de polygastriques africains nourris uniquement à partir de ressources naturelles, dès que ceux ci satisferont aux normes SPS qui leur permettront d'exporter des morceaux de qualité tout en gardant les viandes à braiser ou à bouillir pour la consommation locale. Important pour certains pays, notamment de l'Afrique australe, cet avantage comparatif reste, dans l'immédiat, malgré tout marginal. Mais, l'image de production «écologique» de la production animale en Afrique subsaharienne est un atout à exploiter.



En Afrique, le soutien est systématiquement apporté au système formel adapté aux institutions. Or, le système informel apporte l'essentiel des produits correspondant aux goûts et aux besoins du consommateur et à son pouvoir d'achat. Il est souvent la seule réponse à la pauvreté. C'est un maillon fondamental des filières amont et aval des produits animaux. Il paraît important de comprendre cette économie informelle, de la soutenir en légalisant son activité partout où ce sera possible et de trouver des mécanismes de financement des micro-entreprises de ce secteur. Son accompagnement est indispensable si l'on ne veut pas que le secteur se transforme en jungle par l'appropriation sauvage des richesses.

¹⁰ FAO, 1994.



CONCLUSION

Au cours des trente dernières années de nombreux efforts ont permis un accroissement significatif des productions animales, mais avec un taux de croissance nettement insuffisant pour éviter une dégradation permanente de la consommation de protéines animales par habitant.

Dans vingt ans, la population de l'Afrique sub-saharienne sera voisine de celle de la population chinoise actuelle. La croissance économique, l'urbanisation et la croissance démographique vont accélérer la demande en produits animaux, d'où la qualification dans les pays en développement de « révolution alimentaire ».

Le secteur élevage va donc devoir accélérer considérablement sa productivité pour répondre partiellement à cette évolution de la demande et limiter la croissance des importations à un niveau compatible avec les possibilités des économies nationales. La satisfaction des besoins ne pourra résulter que d'un bon équilibre entre le développement local et la croissance des importations. Pour que la production locale puisse trouver son essor, et entraîner un développement impératif et durable, une adaptation des règles de l'OMC s'avère nécessaire dès maintenant.

La coopération internationale devra associer davantage le secteur privé étranger aux projets de développement de ces filières, en synergie avec les intervenants traditionnels : sociétés de développement et organismes de recherches. Un effort important d'information auprès de ces sociétés mérite d'être entrepris tant auprès des PME, pour lesquelles une intervention en Afrique sub-saharienne est le plus souvent synonyme d'aventure risquée (mais qui pourrait se transformer en chance sur le moyen et long terme) qu'auprès des grandes entreprises peu intéressées par la taille réduite du marché actuel. Des mesures incitatives spécifiques seront nécessaires pour inverser cette tendance.

Une majorité de pays s'accorde maintenant pour penser que l'Afrique sub-saharienne doit être le continent prioritaire pour l'aide à accorder à son développement. Les lignes qui précèdent ont démontré que l'élevage devait également être une des premières priorités dans cette priorité.

